



COMITÉ D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Réunion du 16 décembre 2025

Procès-Verbal de réunion,

Sont présents :

- Monsieur Dominique CONTENSOUX, Président du CED,
- Madame Pierrette ABRAVANEL, membre,
- Monsieur Michel BILLARD, membre,
- Madame Sophie DION, membre,
- Madame Hortense DOUARD, membre,
- Monsieur Jean-Luc GRILLON, membre,
- Madame Sylvie LE NOACH-BOZON, membre.

Assistent à la réunion :

- Monsieur Antoine FONTAINE, responsable juridique,
- Madame Jeanne LEHERICEY, juriste.

- La réunion débute à 17h30, en visioconférence -

1. Ouverture de la séance

Le Président du CED ouvre la séance et remercie les membres présents pour leur disponibilité.

2. Demande de réexamen de la décision D-2025-03 du 16 juillet 2025

Par un courriel du 10 septembre 2025, Monsieur et Madame D. à l'origine du signalement de « faits préoccupants au sein du Club » formulent une « *Demande de réexamen complet suite à une décision reposant sur des informations inexactes, des omissions importantes et un traitement déséquilibré de la situation de [leur] fille.* »

Le CED relève en préambule que ni les statuts de la FFN, ni le règlement intérieur du CED ne prévoient de voie de recours à l'encontre des avis, décisions ou recommandations du CED.

Dans le cadre des dossiers qu'il a à connaître, le CED s'attache à permettre l'écoute et la considération de la parole des plaignants. Il doit néanmoins demeurer indépendant et impartial, il ne peut calquer son avis sur leurs attentes.

En conséquence, le réexamen d'un dossier par le CED est possible mais est subordonné à la production d'éléments nouveaux.

En l'espèce, les éléments soulevés par la famille au soutien de sa demande de réexamen ne sont pas de nature à justifier un réexamen.

Décision : Le CED rejette la demande de réexamen de la décision D-2025.03.

3. Demande de réexamen de la décision D-2025-05 du 16 juillet 2025

Par un courriel du 24 octobre 2025, Madame W. demande au CED de « *réévaluer sa position et de prendre les mesures nécessaires afin que cette situation ne se reproduise plus pour d'autres enfants* ». Dans son courriel, Madame W. souligne différents points et indique « *Nous ne savons pas quels sont les éléments qui ont été transmis au comité d'éthique par la FFN car nous n'avons pas transmis nous même l'ensemble du dossier au comité d'éthique car la FFN avait déjà le dossier en sa possession* ».

Le CED adopte la même position que sur le dossier précédent : le CED s'attache à permettre l'écoute et la considération de la parole des plaignants mais il ne peut être instrumentalisé afin de leur donner satisfaction en dépit de ce qu'il a jugé, de manière impartiale et indépendante, après examen du dossier.

Le CED peut être amené à réexaminer un dossier à condition que de nouveaux éléments soient produits.

En l'espèce, les éléments communiqués par Madame W dans le cadre de cette demande de réévaluation ne sont pas nouveaux et par conséquent ne sont pas de nature à justifier un réexamen du dossier.

Décision : Le CED rejette la demande de réexamen de la décision D-2025.05.

4. Mise en cause de l'arbitrage par un président de club dans la presse écrite régionale

Le CED a eu connaissance des faits suivants : le président d'un club affilié à la FFN s'est exprimé dans la presse régionale après la défaite de son équipe. Dans l'article sous-titré « *le président [...] en veut clairement aux instances après le derby* », le président suggère un problème d'impartialité d'un des deux arbitres, ce dernier ayant été, il y a plusieurs années, licencié du club adverse. Le président ajoute également qu'« *ils sont en train de tuer leur sport* », « *la fédération française est responsable, c'est intolérable pour la vitrine du water-polo français. Laissez jouer les gamins. Qu'ils gagnent ou qu'ils perdent, peu importe, mais laissez-les jouer. A Douai, [...] on a deux arbitres du Nord et un délégué du Nord ... Il y a un problème* ».

Le président du CED, Monsieur CONTENSOUX, s'est déporté de ce dossier afin d'éviter tout conflit d'intérêt avec sa position de membre du comité exécutif de l'Association française du Corps Arbitral Multisport (AFCAM) à laquelle adhère l'Association Française des Arbitres de Water Polo ayant porté les faits à la connaissance du CED.

Le principe V de la Charte d'éthique et de déontologie « Respecter tous les acteurs de la compétition » dispose : « *Adversaires et partenaires, éducateurs ou dirigeants, arbitres et officiels, organisateurs, responsables des installations remplissent tous une fonction indispensable au bon déroulement de la compétition. Leur action doit être également respectée. Celle-ci ne doit jamais être dévalorisée mais plutôt être mise en valeur au moyen d'actions appropriées* ». Il recommande : « *Chaque acteur du jeu doit veiller à adopter en toutes circonstances un comportement courtois et respectueux.*

Chaque acteur doit alors s'interdire de formuler des critiques, injures ou moqueries à l'égard d'un autre acteur de la compétition. Il doit avoir conscience des conséquences néfastes qu'une attitude irrespectueuse, sur ou en dehors des aires de jeu, peut avoir à son égard et à l'encontre des autres acteurs de la compétition et de la discipline.

Les éducateurs, les entraîneurs et les dirigeants ont un rôle essentiel à jouer pour le déroulement serein des manifestations sportives. Ils doivent adopter une attitude exemplaire et véhiculer des messages dignes et respectueux afin d'inspirer positivement le comportement des autres acteurs, en premier lieu les sportifs.»

Le principe VII est particulièrement dédié au respect des décisions des arbitres et des officiels : « *Les arbitres et les officiels sont les garants de l'application de la règle et à ce titre, ils remplissent une fonction indispensable en l'absence de laquelle il n'y aurait pas de compétition.*

*Ils peuvent commettre des erreurs d'appréciation (tout comme le pratiquant) qui doivent impérativement être admises comme des aléas de la compétition. **Celles-ci ne doivent pas***

être discutées et ne doivent évidemment jamais donner lieu à des réactions excessives, injurieuses ou violentes.

Respecter les décisions des arbitres et des officiels est une condition indispensable au bon déroulement des compétitions et, plus largement, à la bonne image des disciplines de la natation.

En outre, les arbitres et les officiels sont des acteurs du sport à part entière et ils doivent être perçus de cette façon. Ils sont des membres des institutions sportives dont ils font partie intégrante, notamment du club auquel ils adhèrent. Il n'y a pas lieu de catégoriser les arbitres et les officiels ni de considérer qu'en raison de leur fonction, leur statut est différent des autres acteurs de la natation. Une telle perception peut nuire à la bonne assimilation du rôle des arbitres et des officiels. »

Enfin ce même principe de la Charte d'éthique et de déontologie recommande que « **Chaque pratiquant, amateur ou sportif de haut-niveau, chaque dirigeant, chaque responsable sportif, doit s'astreindre à un devoir de réserve à l'égard des arbitres et des officiels, ce qui implique de ne jamais contester leurs décisions par les gestes ou la parole, ni de dénigrer leurs performances en public.** »

Si ces principes doivent être mis en balance avec la liberté d'expression que chacun possède, elle est toutefois limitée et notamment lorsque l'expression de cette liberté constitue une injure, de la diffamation, une atteinte à la réputation, l'impartialité ou l'indépendance des arbitres et des instances fédérales.

Par ailleurs, le CED relève qu'à l'occasion de cet entretien et dans le cadre de ses propos visant plus particulièrement l'arbitre, le président porte à la connaissance du public des informations qui relèvent de la vie privée, ce qui ne paraît pas acceptable.

En l'espèce, le CED considère qu'à travers ses déclarations ce président a adopté un comportement contraire à la posture attendue d'un dirigeant de club affilié à la FFN, et qu'ainsi un manquement à l'éthique est établi.

Décision : Le CED saisit l'ODF des faits reprochés à ce président en ce qu'il constitue un manquement aux principes éthiques, aux règles déontologiques ou aux intérêts généraux du water-polo et du sport en général.

5. Dossier relatif au comportement d'un éducateur sportif

Le 19 mai 2025, la Fédération est destinataire d'un signalement de la part de l'association partenaire Colosse au pied d'argile relatant le comportement d'un éducateur sportif.

Les éléments versés au dossier indiquent que cet éducateur envoie « *des messages insistants avec des propos déplacés* » sur les rapports sexuels ou le cycle menstruel d'athlètes mineures qu'il n'a pas sous sa responsabilité. L'éducateur aurait notamment demandé à une athlète mineure « *si elle avait déjà eu des rapports sexuels et si elle souhaitait avoir des rapports sexuels avec un de ses nageurs* ». Enfin, il aurait récupéré une athlète pour l'emmener voir une autre.

Ce comportement apparaît comme incompatible avec les fonctions d'entraîneur au sein d'un club affilié à la FFN.

Décision : Le CED saisit l'ODF afin qu'il connaisse de tout fait pouvant caractériser :

- Des manquements aux principes éthiques, aux règles déontologiques et aux intérêts généraux des disciplines organisées par la FFN ;
- Une faute contre l'honneur et la bienséance ;

- Une atteinte à l'intégrité physique et/ou morale d'une licenciée mineure de la FFN ;
- Des violences sexistes ou sexuelles.

6. Dossiers relatifs à la validité des décisions adoptées par le comité directeur d'une ligue dont l'ensemble des membres n'était pas licencié à la date de la première réunion.

Le CED a été saisi afin « d'obtenir un avis sur la validité des décisions prises par le comité directeur de la Ligue [...], comité qui a eu lieu le 7 octobre 2025 où il apparaît que le Président et le Trésorier notamment n'avaient pas renouvelé leur licence.

En effet, il ressort que certaines délibérations et décisions ont été adoptées alors même que ces deux membres exerçaient leurs fonctions sans remplir la condition de validité statutaire liée au renouvellement de leur licence, condition pourtant requise pour siéger et délibérer au sein des instances dirigeantes.

Cette situation soulève des interrogations quant :

- *à la régularité des décisions prises par le comité directeur durant cette période ;*
- *à la portée juridique et déontologique des actes éventuellement adoptés ;*
- *et, plus largement, au respect des principes de transparence, de conformité statutaire et d'intégrité qui fondent la légitimité de nos instances.*

Aussi, je vous saurais gré de bien vouloir examiner cette situation et de me faire connaître l'avis du Comité sur la validité des décisions concernées, ainsi que sur les éventuelles suites à donner pour garantir la conformité de la gouvernance aux règles éthiques et déontologiques en vigueur.»

Tout d'abord, l'article 8.3 « Conditions de licenciation FFN dans le ressort territorial » des statuts types des ligues prévoit que « *Durant toute la durée de leur mandat, chaque membre du CODIR doit être titulaire d'une licence FFN en cours de validité au sein d'une association affiliée dont le siège social est situé dans le ressort territorial de la Ligue pour pouvoir valablement siéger en son sein. Tout membre du CODIR devra renouveler sa licence dès le 1er septembre de chaque année et au plus tard la veille de la première réunion du CODIR suivant cette date. A défaut, il sera considéré comme démissionnaire* ».

La participation de membres non titulaires d'une licence, en violation des statuts, constitue une irrégularité susceptible d'entacher la validité des décisions, sauf régularisation expresse conformément aux statuts. Pour autant, la violation des statuts n'entraîne pas nécessairement la nullité des décisions si elle n'a pas porté atteinte au fonctionnement régulier de l'organe et si aucun grief n'est établi (« pas de nullité sans grief »). Il est admis qu'une régularisation peut valider a posteriori des actes, à condition qu'elle intervienne avant toute annulation et qu'aucun grief ne soit démontré.

En l'absence de disposition statutaire prévoyant un délai de régularisation, la perte de la licence emporte immédiatement perte de la qualité de membre et, par conséquent, du mandat au sein du CODIR. La participation de membres non licenciés constitue donc une irrégularité qui appelle, pour sécuriser, une ratification des décisions par un CODIR régulièrement composé.

Par ailleurs, une jurisprudence du TGI Paris, 1^{re} ch. sect. soc., 26 avr. 2011, n° 11/00050, précise que « *Que les défendeurs soutiennent que l'arrêt des fonctions d'un dirigeant d'association à l'arrivée du terme du mandat s'applique de manière "automatique"* »;

Que cependant cette règle doit être écartée, lorsque le dirigeant continue à exercer ses fonctions après l'arrivée du terme de son mandat et que les membres de l'association le laissent, sans protester, exercer lesdites fonctions, de sorte qu'il doit être déduit de ces circonstances, une volonté commune des parties de proroger tacitement son mandat".

Le CED ne relève aucune volonté manifeste de contourner la règle, aucune faute de gestion, ni aucun grief dans les éléments qui ont été portés à sa connaissance. En conséquence, il considère que pour que la démission automatique des membres soit effective, elle aurait dû être constatée par le comité directeur, qu'ainsi, les membres du comité directeur ayant depuis régularisé leur situation en se licenciant siègent désormais régulièrement.

Décision : Le CED recommande au comité directeur de prendre acte de la régularisation de la situation des membres qui n'étaient pas licenciés au 7 octobre et de ratifier expressément, lors de la prochaine réunion du comité directeur, les décisions du 7 octobre en constatant l'absence de grief.

7. Dossier relatif au comportement d'un éducateur sportif

La Fédération a reçu par courriel un signalement à l'encontre d'un éducateur sportif mettant en cause son comportement et notamment sa manière de s'adresser aux athlètes.

L'ensemble des témoignages de parents recueillis dans le cadre de l'instruction met en évidence un langage inapproprié adopté par cet entraîneur, souvent qualifié de « *vulgaire* » ou « *humiliant* », ainsi que par des excès de colère répétés. Ces éléments sont unanimement rapportés par les parents entendus et corroborés par le président, qui reconnaît une « *façon de communiquer parfois inadaptée et quelques excès d'humeur et de colère* ». Cela a entraîné une perte de motivation chez certains enfants.

Toutefois, des nuances peuvent être apportées, un des témoignages indique que son enfant a vécu une expérience très positive avec l'entraîneur, ainsi que le comportement de ce dernier s'est amélioré après une réunion avec les parents et dirigeants du club, elle évoque un changement notable de langage et d'attitude ayant permis à son deuxième enfant de mieux s'épanouir et de progresser. En revanche, le père d'une des nageuses estime qu'au contraire l'entraîneur n'a pas su se remettre en question malgré les remarques et tentatives de médiation antérieures. Il évoque « *des plaisanteries et insinuations déplacées sur l'orientation sexuelle et la relation avec des garçons* » tenues par l'entraîneur et corroborées par un second témoignage dans lequel l'athlète majeure indique avoir reçu personnellement des propos inappropriés sur sa vie amoureuse et sexuelle, dans un contexte où elle a été victime de violences sexuelles, ce qui a renforcé l'impact psychologique de ces remarques. Dans la seconde partie de son témoignage, elle relate également des commentaires inadaptés concernant la nourriture, ayant eu pour elle des conséquences négatives sur le plan personnel, notamment une perte importante et rapide de poids.

Enfin, dans des écrits complémentaires, le père de la nageuse précédemment cité rapporte des propos humiliants, voire discriminants sur la base de l'orientation sexuelle et du genre et indique que sa fille présente aujourd'hui un stress important depuis que l'entraîneur est de retour sur les bords des bassins.

L'entraîneur considère que le CED de la FFN est « *incompétent pour solliciter de sa part des explications quant aux supposés faits qui lui sont reprochés et prendre une quelconque mesure à son encontre, en particulier en vue d'une éventuelle procédure disciplinaire, dans la mesure où il n'était, à la date [du courrier de l'instruction l'invitant à fournir ses éventuelles explications], pas licencié auprès de la FFN et ne l'est pas à ce jour.* »

Il transmet « *trente-sept (37) attestations de personnes soulignant sa pédagogie professionnelle*

et bienveillante, à l'opposé des supposés faits retenus à son encontre.». Ces attestations ont été rédigées :

- par des nageurs du groupe "maîtres" pour 18 d'entre elles;
- par des parents d'enfants, également nageurs maître pour 3 d'entre elles ;
- par des parents de nageurs ou des nageurs non maîtres pour 10 d'entre elles ;
- pour attester d'un emploi ou d'un stage pour 5 d'entre elles ;
- par 29 familles différentes (sur 33) ;
- par une nageuse qui n'a pas été dans le club où se seraient déroulés les faits signalés;

L'ensemble des témoignages met en avant les qualités professionnelles et techniques de cet éducateur. Les témoignages soulignent son investissement, son dynamisme, son professionnalisme, sa pédagogie, sa bienveillance et sa capacité à créer une bonne ambiance au sein des groupes qu'il encadre. Plusieurs attestations mettent en avant sa capacité à s'adapter aux différents niveaux des nageurs, à proposer des entraînements variés et personnalisés, et à motiver les groupes.

L'immense majorité des témoignages sont dithyrambiques sur le passage de cet entraîneur dans le club.

Il ressort des attestations des nageurs et/ou de leurs parents une motivation retrouvée, ainsi qu'une amélioration des performances, après une période de stagnation ou de déclin.

Toutefois un nageur master et parent de deux enfants de 15 et 20 ans, écrit « *Certes des propos à éviter, non adaptés ont été tenus, mais à mon sens : non heurtant, non violent, non blessant. Des mots que tout parent peut porter à ses enfants quand ces derniers sont turbulents* ».

Conformément à son règlement intérieur, « Le Comité d'éthique est compétent pour connaître des manquements à l'éthique et à la déontologie commis par une personne physique ou morale à laquelle les Statuts de la FFN ou de ses organes déconcentrés s'appliquent **à la date de commission des faits**, parmi lesquelles les personnes suivantes : [...] les licenciés FFN;»

En l'espèce, à la date de commission des faits, soit sur la saison 2024-2025, l'entraîneur était licencié à la FFN. En conséquence, le CED se déclare compétent pour connaître de ce dossier.

La Charte d'éthique et de déontologie de la FFN pose en son titre I les deux principes suivantes :

"Avoir l'esprit sportif, dans le sport et dans la vie, c'est être respectueux du jeu, des règles de soi-même, des autres et des institutions, sportives et publiques ; être honnête, intègre et loyal ; être solidaire, altruiste et fraternel ; être tolérant.» et « les valeurs fondamentales du sport sont d'être ouvert et accessible à tous, quelle que soit la forme de pratique ou la discipline ; de favoriser l'égalité des chances ; de favoriser la cohésion et le lien entre tous les acteurs du sport. »

En son Principe VIII « *S'interdire toute forme de violence et de tricherie* », la Charte dispose que les « *Les violences physiques (coups, blessures) ou psychologiques (menaces, intimidations, médisances, discriminations) mettent en danger la santé, la sécurité ou l'équilibre des individus et vont à l'encontre de l'épanouissement de chacun. [...] A tous les niveaux de pratique, de telles dérives conduisent à rendre le sport inapte à l'accomplissement de ses vertus sociales et éducatives et nuisent à son image et son développement, notamment auprès des plus jeunes. »* En ce sens, elle recommande que « *tous les acteurs du sport doivent considérer comme un devoir moral le refus de toute forme de violence [...]. A titre non exhaustif : les agressions verbales ou physiques, les provocations et les incitations à la violence; [...]; le surentraînement et les systèmes de compétitions trop lourds imposés aux jeunes sportifs, qui sont une forme de violence et constituent une faute éducative. »*

Enfin, le principe X intitulé « *être maître de soi en toutes circonstances* » selon lequel le « *sport induit un dépassement de soi mais ne doit pas donner lieu à des comportements excessifs* » et « *[...] les entraîneurs et éducateurs, [...] doivent rester mesurés dans leur attitude, contrôler leurs propos, leurs réactions et leurs émotions en toute occasion, quels que soient les enjeux*

médiatiques, économiques, territoriaux ou familiaux. » contient la recommandation qui suit
« *Les éducateurs ont un rôle considérable à tenir, notamment auprès des plus jeunes, pour diffuser, au soutien d'une attitude exemplaire, un message pour une maîtrise psychologique de l'agressivité individuelle et pour un respect très scrupuleux de l'environnement social et matériel. »*

Ainsi, en adoptant le comportement décrit dans le rapport d'instruction, cet entraîneur a manqué à ses devoirs éthiques et déontologiques à l'égard de licenciés, pour certains mineurs, de la FFN.

Décision : Le CED saisit l'ODF afin qu'il connaisse de tout fait pouvant caractériser :

- Des manquements aux principes éthiques, aux règles déontologiques et aux intérêts généraux des disciplines organisées par la FFN ;
- Une faute contre l'honneur et la bienséance ;
- Une atteinte à l'intégrité physique et/ou morale d'une licenciée mineure de la FFN.

- Fin de la réunion à 19h30 -



Dominique CONTENSOUX

Président du Comité d'éthique et de déontologie